ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

Conditions d'attribution

Question écrite n° 41635

Texte de la question

M. Christian Bataille attire l'attention de M. le ministre delegue au logement sur le nouveau mode de calcul qui, depuis le 1er juillet 1996, regit les subventions et prets de l'Etat destines a la construction ainsi qu'a l'acquisition et a l'amelioration des logements locatifs. Ces dispositions reglementaires visant a reduire le cout des constructions et des loyers se traduiront inevitablement par une reduction des surfaces. Les modalites de calcul sont incompatibles avec la mise en oeuvre des regles d'accessibilite et d'adaptibilite telles que definies dans le code de la construction et de l'habitation. Les effets pervers de cette reforme constituent une source de serieuses preoccupations pour les personnes handicapees qui aspirent legitimement a vivre a domicile. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour favoriser la vie a domicile des personnes handicapees et a mobilite reduite, et ameliorer l'accessibilite et l'adaptabilite des unites de vie, encore non conformes dans de nombreux cas, malgre la reglementation en vigueur.

Texte de la réponse

L'honorable parlementaire appelle l'attention sur le mode de calcul des subventions et des prets locatifs aides (PLA) qui s'applique aux logements sociaux realises depuis le 1er juillet 1996 et sur les risques que cette nouvelle reglementation lui parait faire encourir a l'accessibilite des logements aux personnes handicapees et a mobilite reduite. Il convient tout d'abord de rappeler que le nouveau dispositif prend pour base de calcul des subventions la surface habitable, si bien qu'un maitre d'ouvrage qui veut reduire la taille d'un logement voit sa subvention diminuee en proportion. La nouvelle reglementation n'incite donc nullement a la reduction de la taille des logements et, a fortiori, elle ne comporte aucune disposition pour contraindre les maitres d'ouvrage dans ce sens. Elle est conforme a l'aspiration legitime des personnes handicapees qui entendent vivre a domicile, et cela d'autant plus qu'elle prevoit, dans le cas des operations de construction neuve beneficiant du label Qualitel Accessibilite, une majoration de subvention de 5 p. 100 qui est plus elevee que celle qui etait retenue auparavant ; dans le cas de logements anciens acquis et ameliores pour lesquels il n'existait jusqu'a present aucun encouragement a ameliorer l'accessibilite, elle prevoit une majoration de subvention pouvant aller jusqu'a 4 p. 100 a raison des travaux entrepris a cet effet. Ces deux mesures nouvelles, prises alors que la reforme supprime pour des raisons de simplification de nombreux autres criteres de l'ancienne reglementation, temoignent de l'importance attachee a l'accessibilite des logements. A cet egard, la construction sociale continue a jouer un role pilote, les logements realises dans ce secteur se situant traditionnellement en conformite, sinon en avance, avec les regles d'accessibilite et d'adaptabilite definies par le code de l'habitat et de la construction, qui sont par ailleurs integralement maintenues.

Données clés

Auteur : M. Bataille Christian
Circonscription : - SOC
Type de question : Question écrite
Numéro de la question : 41635

Version web : https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/10/questions/QANR5L10QE41635

Rubrique : Logement : aides et prets
Ministère interrogé : logement
Ministère attributaire : logement

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 29 juillet 1996, page 4064
Réponse publiée le : 2 septembre 1996, page 4714